

# **Les patrimoines en construction, le cas de Palanda. Processus et conflits autour du projet de valorisation du site archéologique de Santa Ana, Équateur**

FRANCISCO VALDEZ<sup>1</sup>

Les populations amérindiennes qui peuplent la forêt tropicale, en particulier en Amazonie occidentale, ont conservé des modes de vie dits traditionnels, basés sur des rapports très cohérents avec l'environnement. Ces populations considèrent la forêt et ses ressources comme leurs patrimoines. Face aux dangers qu'entraîne l'exploitation minière et pétrolière, elles ont adopté une posture ouvertement protectionniste pour leurs ressources naturelles, ce qui les place souvent en nette opposition avec la politique gouvernementale d'exploitation des ressources minérales (i.e. parc national Yasuni). Quoique la « notion de patrimoine culturel » ne fasse pas partie de leur pensée traditionnelle, un tel concept a connu ces dernières années un essor impressionnant car les populations sont conscientes que leur mode de vie est en train de changer drastiquement du fait des contacts de plus en plus étroits avec la société dite « nationale ». La notion de patrimoine commence à être construite et est adoptée, voire partagée par la plupart des peuples indigènes.

Le patrimoine est désormais conçu comme un moyen de renforcer l'identité des peuples sylvoicoles, pour qui la notion de territoire ancestral est intimement liée à l'existence même de leur communauté. Ce phénomène s'est accentué au cours des 130 dernières années, face à la menace des populations de paysans (indiens et métis) venues des hautes terres, qui ont progressivement envahi les territoires longtemps oubliés de l'Amazonie

---

<sup>1</sup> Archéologue, UMR 208 Patrimoines locaux et gouvernance (PALOC) MNHN-IRD, Sorbonne-Universités.

(Andrade Marín 1884 ; Moncayo 1908). L'arrivée des colons sur des territoires ancestraux menace les modes de vie traditionnels des groupes ethniques établis, depuis des millénaires, au-delà du versant oriental des Andes. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les gouvernements successifs ont favorisé le processus de colonisation en Amazonie, octroyant des extensions importantes des terres dites « de l'Etat » aux nouveaux migrants, à condition qu'ils défrichent des portions significatives de la forêt (Aguirre 1990 : 14-19). Une fois installés, les colons essaient de reproduire le modèle de production agricole traditionnel propre aux hautes terres. Malgré l'échec agricole de ces efforts insensés, les populations autochtones ont connu des transformations foncières et culturelles importantes : la réduction des aires de chasse communautaires, la destruction des jardins de culture traditionnels dans la forêt, la perte effective des grandes surfaces considérées comme la terre des ancêtres, où se situent des lieux sacrés. Face à ces faits souvent très violents, les groupes sylvoles ont dû se réfugier dans des aires chaque fois plus reculées de la forêt. Ainsi la réduction progressive des territoires a menacé l'existence physique de plusieurs ethnies. Chez ces peuples, la notion de territoire était plus ou moins inconsciente tant qu'il n'y avait pas de menace externe, mais elle est devenue cruciale par la suite.

« Le territoire, premier de tous les patrimoines...est un trait d'union entre le passé et le présent, et il est aussi le support incontournable du développement. » (Guillaud et Galipaud 2014 : 17).

Au cours des quarante dernières années, différents mouvements faisant la promotion des droits des peuples indigènes de l'Amazonie ont revendiqué et obtenu gain de cause dans des procès pour la reconnaissance officielle de leurs territoires ancestraux.

Evidemment une vision très différente est développée par les groupes venus d'autres régions du pays. Il s'agit, dans la plupart des cas, de paysans culturellement métissés et appauvris qui ont dû émigrer à la recherche de terres fertiles sur le versant oriental des Andes. Provenant d'un environnement totalement différent, ces paysans ne comprennent pas la logique de l'exploitation agricole en Amazonie et s'impliquent dans des activités purement extractivistes. Dès qu'ils arrivent en forêt, ils commencent par défricher des parcelles qui serviront comme potagers familiaux, puis ils exploitent le bois des aires voisines. Les essences fines sont exploitées pour leur valeur commerciale appréciable ; ainsi débute une déforestation à petite échelle. Au fur et à mesure que la rentabilité de cette exploitation du bois décroît, des aires de pâturage sont aménagées sur des sols mal adaptés et peu profonds, caractéristiques des terrains en pente. La déforestation progressive finit par provoquer des cycles accélérés d'érosion, très souvent irréversibles. Une autre activité des nouveaux arrivants en Amazonie est la recherche de métaux. Il est bien connu que tous les fleuves et les rivières du versant oriental des Andes sont aurifères.

Une activité minière artisanale est pratiquée depuis la conquête espagnole et les paysans sont systématiquement des orpailleurs. La légende de l'Eldorado persiste encore dans les mentalités et la quête des minéraux est quotidienne. L'obsession extractiviste des colons exige des parcelles de plus en plus grandes, ce qui provoque des conflits avec les populations indigènes locales. Leur rapport avec le sol est complexe, car même si l'appropriation de l'espace demande un grand effort physique (qui à leurs yeux leur accorde la propriété foncière), dans la pratique celle-ci n'est pas légalisée faute d'inscription dans des registres officiels de propriété. Actuellement, les démarches pour obtenir ces titres sont lentes, coûteuses et impliquent des voyages pénibles aux centres urbains lointains. Les colons ont la possession effective des parcelles, mais la propriété n'est jamais formellement acquise. Dans un certain sens ils vivent sur les « terres d'autrui » et risquent d'en être expulsés à n'importe quel moment. Ainsi, leur notion du territoire n'est pas vraiment patrimoniale, du fait qu'ils ne se sont jamais positionnés vraiment sur le territoire. Ils ne sont pas là pour construire leur avenir, leur culture (Guillaud 2014 : 25-27). Ils se sentent de passage, leur appropriation n'est pas enracinée au sol (ou pas encore) dans la mesure où ils ont toujours la nostalgie de leur terre d'origine. Dans ce contexte, ils ne s'engagent pas dans la préservation ou la conservation des ressources et de ce fait, il n'y a pas de gestion collective de l'espace. Face au vide juridique, ils ne songent pas vraiment à une éventuelle transmission des terres appropriées aux générations futures (Cormier-Salem *et al.* 2002 et 2005). Pourtant, devant la menace potentielle des nouveaux venus (étrangers ou locaux) ils se considèrent chez eux et de ce fait, ils vendent ou font don de ces terres à leurs descendants.

### **Palanda, un site archéologique exceptionnel de l'Amazonie occidentale**

Une telle situation se retrouve dans la province de Zamora Chinchipe, au sud-est de l'Équateur, où nous avons entrepris des recherches archéologiques depuis octobre 2001 (photo 17). Au cours de ces travaux, notre équipe franco-équatorienne (IRD/INPC<sup>2</sup>) a répertorié plus de 400 sites archéologiques et des paysages culturels divers dans cette contrée de l'Amazonie occidentale. Nous avons travaillé plus spécifiquement le long du bassin fluvial Mayo Chinchipe, un système hydrologique qui se déverse dans le Marañón, un des affluents les plus importants du fleuve Amazone.

---

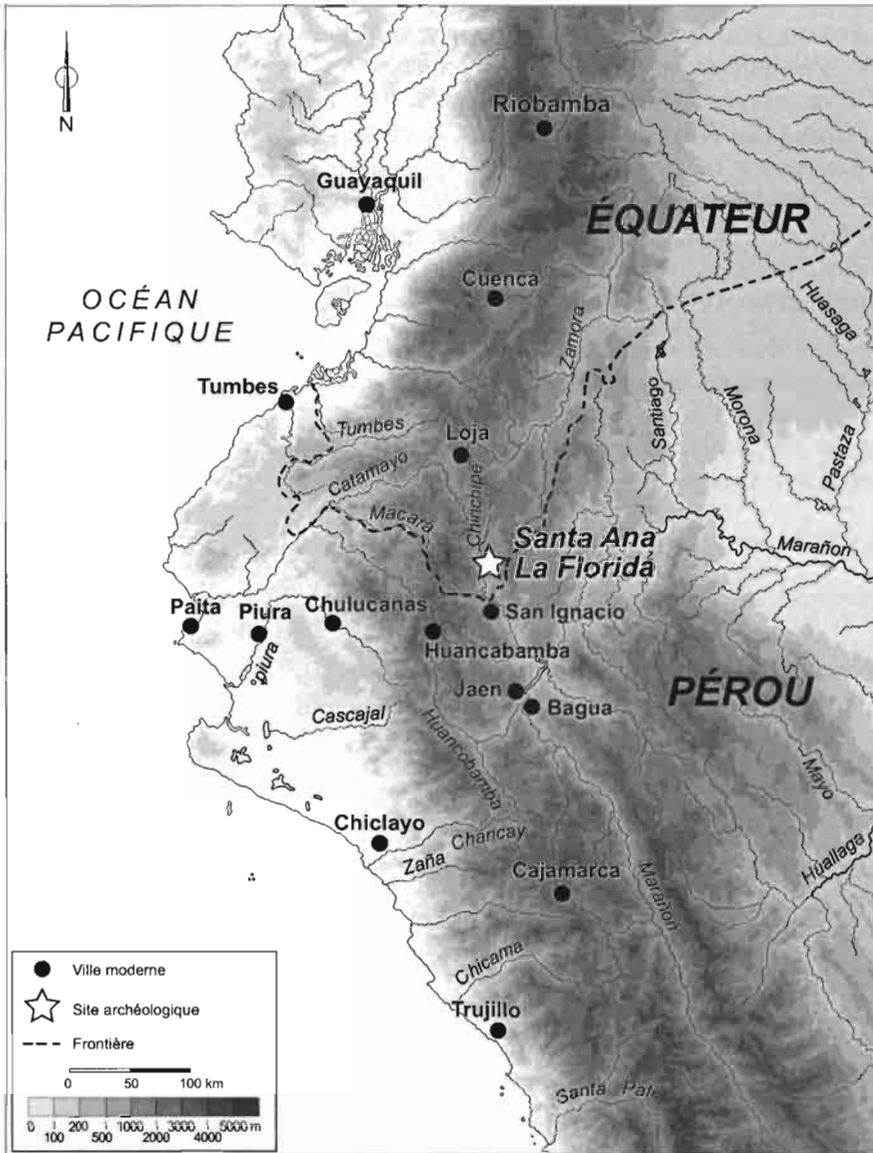
<sup>2</sup> Convention signée entre l'Institut de Recherche pour le Développement (France) et l'Institut National du Patrimoine Culturel (Équateur) pour l'étude de la province de Zamora Chinchipe.

D'un point de vue écologique, la région des contreforts orientaux des Andes est plongée dans un brouillard permanent, car la cordillère est une barrière naturelle pour les vents chauds et humides qui soufflent des basses terres amazoniennes. La condensation de cette humidité se transforme en une brume grise qui se recycle avec l'évapotranspiration. De ce fait, cette région est l'un des endroits du monde où la biodiversité est la plus importante. Le piémont est ici fortement contrasté. La couverture végétale de la forêt tropicale équatorienne, très humide, tranche avec celle des contreforts du côté péruvien, qui se caractérise par une végétation clairsemée passant progressivement d'une forêt sèche, à une couverture xérophytique. Ces contrastes écologiques sur moins de 300 km de long font de ce territoire un endroit idéal pour l'étude des adaptations et des interactions socioculturelles dans la longue durée. En outre, la complémentarité de ces deux milieux a favorisé les échanges le long du bassin fluvial.

Nos travaux ont mis en évidence les traces d'une culture précolombienne hautement développée et méconnue dans la région frontalière, le long du bassin du Chinchipe. La partie moyenne et basse de cette portion du versant oriental des Andes fut jadis peuplée par une société complexe, actuellement connue comme la culture Mayo Chinchipe-Marañón. Le site le plus important découvert à ce jour est celui de *Santa Ana-La Florida* (SALF) à Palanda, proche des sources du fleuve, à environ 1 040 m d'altitude (Valdez *et al.* 2005). Cependant le territoire (aire culturelle) des Mayo Chinchipe s'étirait tout au long du bassin hydrographique jusqu'à sa confluence avec le Marañón (figure 1). Suite à nos travaux, les archéologues péruviens qui travaillent de l'autre côté de la frontière politique moderne ont aussi trouvé des sites importants dans leur portion de bassin. À Jaén, Quirino Olivera a découvert des vestiges architecturaux et des éléments de culture matérielle identiques à ceux mis au jour à Palanda (Olivera 2013, 2014).

Les traces découvertes à Santa Ana-La Florida montrent la présence d'un village structuré autour d'une place circulaire, avec des vestiges architecturaux en pierre témoignant d'une organisation spatiale tout à fait singulière. Le site est composé d'une trentaine de structures ellipsoïdales en pierres, disséminées sur un hectare environ. Il occupe une terrasse fluviale de la rivière Valladolid, qui coule en amont du Chinchipe. Deux structures se distinguent. La plus importante est une plateforme située près de la berge de la rivière, qui a formé la base d'une construction circulaire, considérée comme un temple. Le sous-sol de cette structure a été aussi aménagé en un espace funéraire. La terrasse se présente ainsi comme un espace d'activités spécialisées, à caractère sacré (Valdez 2013). L'autre structure se situe à l'extrémité opposée du gisement, au pied du flanc d'une colline qui délimite le site. Il s'agit d'une construction pyramidale où étaient aménagées plusieurs rangées de marches accédant à la plateforme principale. De son sommet on surplombe la place centrale, et on aperçoit un axe est/ouest avec la plateforme opposée du temple (figure 2).

Figure 1. Localisation géographique du site Santa Ana – la Florida (SALF).

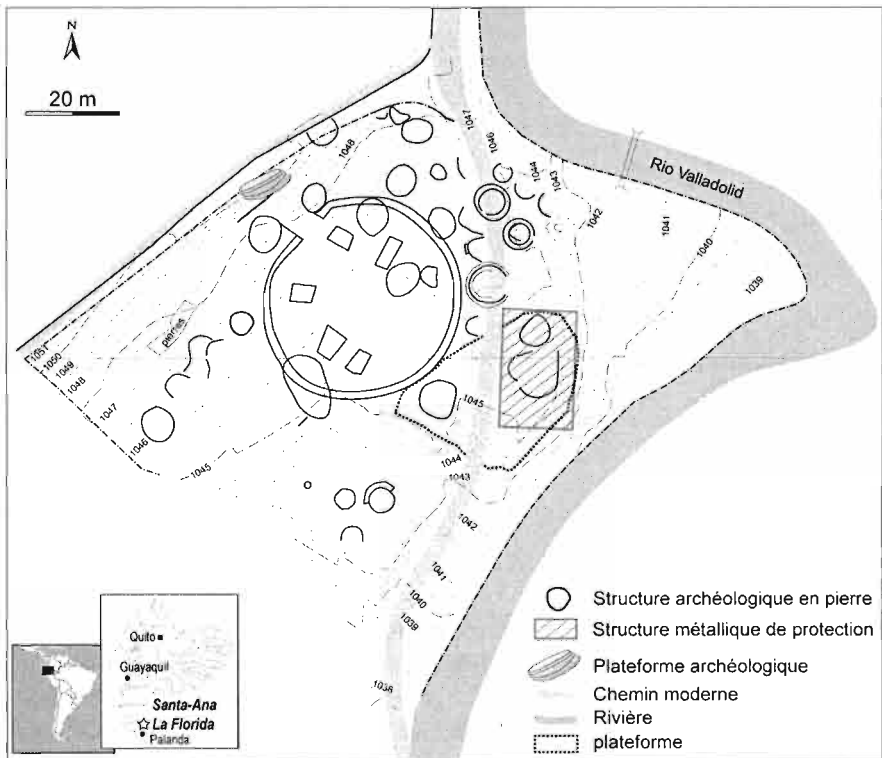


Les recherches ont mis au jour plusieurs inhumations, comportant des trousseaux funéraires dont la qualité atteste d'un haut degré technologique dans les arts lapidaires et la poterie, et matérialise une force idéologique sous-jacente. Par ailleurs, la présence de coquillages provenant de la côte du Pacifique et de matières exotiques, telles que les turquoises, montre l'existence d'un ample réseau d'échanges à courte, moyenne et longue

distance (Valdez 2008). Ces offrandes, dont la nature et la qualité sont exceptionnelles, suggèrent la présence d'un rang social élevé (Valdez 2007). Un autre résultat inédit est relatif au régime alimentaire de cette ancienne population. Des micro et macro restes trouvés dans des contextes archéologiques montrent que la production agricole était à la base de l'économie domestique et communautaire. L'étude détaillée des contextes a révélé des éléments calcinés, ainsi que des granules d'amidon de maïs (*Zea mays*), de haricots (*Fabacée spp.*) de manioc (*Manihot esculenta*), taro (*Discorea spp.*), patate douce (*Ipomea spp.*), marante ou arrow-root (*Maranta spp.*), piment (*Capsicum spp.*) et cacao (*Theobroma spp.*) (Zarrillo 2012 ; Lanaud *et al* 2012). La production agricole était complétée par le gibier et les ressources fluviales abondantes de la région.

Les fouilles et des datations au 14C faites dans divers contextes archéologiques indiquent que ce site fut occupé entre 5300-3685 ans avant le présent (BP) soit vers 3300-1500 ans av. J.-C. Il s'agit par conséquent de la plus ancienne manifestation culturelle complexe trouvée à ce jour à l'Est des Andes.

Figure 2. Conformation architecturale du site SALF.



Les résultats surprenants de cette recherche menée sur douze ans ont radicalement changé la perception de l'évolution des sociétés amazoniennes. L'Amazonie est tenue comme la grande réserve forestière planétaire, relativement peu touchée, pendant longtemps, par l'action humaine. Jusqu'à présent il était généralement admis que la forêt tropicale imposait trop de contraintes environnementales pour que des sociétés complexes aient pu s'y établir et se développer à l'époque précolombienne (Meggers 1954 ; 1971). L'Amazonie était censée abriter des groupes nomades de chasseurs-cueilleurs qui se déplaçaient à travers la forêt à la recherche de leur nourriture. Ces groupes étaient considérés comme primitifs, et ont inspiré l'image tropicale de l'homme de l'âge de la pierre.

Les nouvelles découvertes montrent que les groupes humains ont commencé à transformer le milieu amazonien au moins depuis 6 000 ans, avec l'horticulture puis l'essor de l'agriculture tropicale (Oliver 2008). Nos données ont démontré qu'à Palanda ces groupes avaient déjà une base alimentaire variée et stable qui a permis à la société Mayo Chinchipe-Marañón de se développer sur un vaste territoire, tout en partageant une forte idéologie lisible dans les productions artisanales depuis au moins 5500 ans BP. La recherche archéologique a révélé des modes de gestion intéressants et durables du milieu tropical, basés sur la complémentarité entre différentes régions, et qui constituent un riche patrimoine culturel. Un bel exemple de ceci est représenté par les anciennes traces de cacao trouvées dans le site Santa Ana – La Florida. Cette plante connue depuis toujours par les paysans locaux a été domestiquée en haute Amazonie et se rencontre dans des contextes archéologiques. Le cacao était une des premières plantes natives à avoir été utilisée tant sur le plan domestique, que pour animer le commerce avec les régions géographiques lointaines (Valdez 2014).

La recherche scientifique devient ainsi un moteur dans la création des patrimoines, tandis que les monuments archéologiques et les connaissances acquises sur l'histoire ancienne de cette région sont des patrimoines matériels et immatériels de premier ordre dans l'affirmation identitaire des peuples de l'Amazonie occidentale.

### **Archéologues, populations locales et pouvoirs publics : la diversité des représentations du patrimoine**

La première responsabilité des archéologues est de transmettre les informations recueillies à diverses communautés : communauté locale, régionale, et communauté scientifique. Au niveau local, ce travail a dû se faire au tout début de nos interventions, car la présence des « gens venus de l'extérieur » (l'équipe franco-équatorienne) a provoqué une grande

méfiance parmi la population de la région de Palanda (menacée par des gens venus d'ailleurs).

Pour les paysans en effet, la présence des étrangers n'est jamais anodine. Ils ont constaté le succès obtenu par les ingénieurs miniers qui viennent prospecter en Haute Amazonie. La localisation des gisements aurifères est l'activité traditionnelle de tous les nouveaux venus. La population s'est sentie menacée par des étrangers « arrivant de nulle part » pour profiter des ressources naturelles de la forêt. De plus, ces interventions impliquent souvent la venue de fonctionnaires qui se mêlent des affaires (pas toujours très légales) de la communauté. Au moment de notre arrivée, Palanda venait à peine d'être constitué en canton de la province de Zamora Chinchipe. Le maire de la ville, fonctionnaire récemment élu, avait occupé auparavant le même poste dans un canton voisin. C'était un politicien expérimenté dans le milieu rural, où l'exploitation de la forêt et l'ouverture de routes de pénétration sont des mécanismes usuels pour négocier l'allocation des grandes surfaces agricoles. Par ces pratiques, il est devenu l'un des plus grands propriétaires de la province. Quand nous lui avons expliqué notre mission, il nous a considérés avec méfiance et nous a tout de suite dit qu'il n'y avait pas d'or dans la région : dans l'imaginaire populaire, l'archéologie est forcément liée à la chasse aux trésors et dans ce domaine il ne souhaitait pas de concurrents. Contraint d'accepter notre présence, car nous relevions d'un institut national, nos relations ont toujours été très tendues. L'élu pensait que nos activités menaçaient ses prérogatives et ne voulait pas se montrer faible vis-à-vis des instances du gouvernement central. Au lieu de collaborer, il est resté sur sa position.

Pour l'équipe d'archéologues, la tâche n'a donc pas été facile, car dès le départ nous avons été perçus comme des prospecteurs professionnels à la recherche de métaux précieux. Il a été très difficile de faire passer le message que nos prospections visaient à identifier et à mettre en valeur des ressources patrimoniales d'un autre ordre. Pour les paysans, il était insensé qu'une équipe d'étrangers se déplace en Amazonie pour étudier le passé de peuples indigènes, car une telle recherche leur paraissait sans intérêt. De plus, ces colons considéraient que leur histoire récente était plus riche, et pourtant personne ne s'intéressait à cette histoire. Pour eux, il eût été plus profitable de faire des enquêtes sur les conséquences des conflits frontaliers. Ils ne comprenaient pas qu'une étude historique puisse impliquer des années de recherche de terrain. À leurs yeux rien ne justifiait nos démarches dans un milieu aussi inintéressant que la forêt, et notre équipe ne pouvait donc qu'être à la recherche de minéraux, et plus spécifiquement de l'or.

Pour dissiper les soupçons de la population, nous avons dû communiquer en détail sur la nature de nos travaux et sur notre méthodologie. A cet effet nous avons donné plusieurs conférences à la mairie et dans les lycées de Palanda. De même, nous avons organisé des séances publiques



d'information sur les activités des archéologues et sur l'intérêt du passé précolombien de cette région.

Cependant, bien que notre présence fût devenue presque banale, la méfiance régnait toujours auprès des paysans et surtout des commerçants locaux, lorsque nous avons fait la découverte du gisement *Santa Ana La Florida*. Cette méfiance s'est manifestée d'une façon brutale en août 2003, quand le site que nous avions découvert fut sauvagement pillé par une quarantaine d'individus (originaires du village) à la recherche du gisement d'or que nous étions censés avoir mis au jour. Ces pillages ont eu lieu pendant presque un mois sous le regard passif des autorités locales (mairie et police) qui suivaient avec intérêt les progrès des mineurs artisanaux.

Quand notre équipe est arrivée à Palanda début septembre 2003, ces activités se déroulaient ouvertement. Les propriétaires du terrain avaient donné leur permission et profitaient même de la situation avec un petit commerce de boissons fraîches et de nourritures préparées. Un mois d'activité minière avait détruit près de 900 m<sup>3</sup> du site archéologique (photo 18). Les travaux systématiques des ouvriers munis de barres à mine, de pics et de pelles avaient retourné la terre, détruit des murs et des structures en pierre et avaient bouleversé la stratigraphie de toute la partie sud-orientale du site. Au cours de ces pillages, un certain nombre d'objets archéologiques ont été trouvés, mais la plupart n'ont pas été reconnus comme tels et furent cassés ou ignorés dans les décombres. Une quantité indéfinie d'offrandes funéraires avait été aussi dégagée de son contexte et les plus belles pièces furent mises en vente chez les trafiquants d'antiquités des grandes villes.

La majorité de la population a suivi le pillage avec curiosité, mais par la suite a été très déçue de ses résultats. Aucun gisement aurifère n'a été trouvé et les quelques objets archéologiques conservés n'ont pas éveillé un grand intérêt. Tout le monde était d'accord sur le fait que seuls quelques commerçants ont profité de ces pillages collectifs.

Les archéologues ont naturellement tenté d'arrêter cette activité destructrice. Nos plaintes auprès des autorités locales ont été ignorées et les policiers ont déclaré que sans un mandat officiel ils ne pouvaient pas intervenir. Des politiciens locaux ont même essayé de tirer profit de cette situation : ils ont organisé un groupe de mineurs clandestins pour former une coopérative dite de « *vivienda social* » (logement social), et ils se sont installés sur l'emplacement même du site archéologique. Le propriétaire du terrain a été rapidement admis comme membre fondateur de cette organisation et un dirigeant politique s'est proclamé président du groupe. Bref, face à la menace « des étrangers », la communauté a réagi en défendant ses concitoyens, sans tenir compte du droit ni de la valeur patrimoniale nationale du site.

Nous avons dû faire appel aux autorités régionales (militaires et judiciaires) et une plainte a été déposée contre X, pour la destruction de

biens patrimoniaux. L'exposé des faits a été porté devant le procureur local, mais aucune action légale n'a été entamée par la suite. Pour évacuer le terrain, toujours aux mains de la coopérative, nous avons dû faire appel à l'armée, qui a envoyé deux hommes. Sous la menace d'une évacuation *manu militari* les envahisseurs se sont retirés de mauvais gré et les propriétaires du terrain sont restés seuls membres de la coopérative. Par la suite les pillards ont plaidé leur innocence et le procès a été abandonné par les autorités locales. L'intervention de l'Institut National du Patrimoine Culturel n'a pas eu de répercussion légale. Les archéologues ont pu poursuivre leurs travaux, mais il leur a été conseillé d'arrêter les démarches dans l'intérêt d'une paix communautaire. Afin de poursuivre les travaux archéologiques dans un site aussi important, l'affaire a donc été classée.

Peu de temps après, l'équipe d'archéologues a obtenu que la totalité du gisement soit déclarée d'intérêt public. L'État est intervenu et l'expropriation du terrain a été assurée à contrecœur par la mairie. En avril 2005, *Santa Ana – La Florida* fut enregistré sur la liste des sites classés au patrimoine de la nation, et le gisement fut placé sous la tutelle administrative de la mairie de Palanda, malheureusement sans effet direct sur la protection ou la conservation du site. De fait, il n'y a jamais eu de gardiennage ni d'entretien élémentaire. Cette charge est échue à l'équipe d'archéologues, dont l'intérêt était de sauvegarder les évidences architectoniques et d'éviter que les contextes du sous-sol ne soient altérés par des fouilleurs clandestins. Tant que les archéologues travaillaient sur le site, les autorités locales n'ont pas assumé leurs responsabilités et plusieurs fois nous avons dû intervenir pour empêcher l'extraction abusive des matériaux de construction des structures précolombiennes. Nos plaintes à la mairie et à l'Institut National du Patrimoine Culturel n'ont jamais eu d'écho.

La recherche s'est poursuivie dans ces conditions initiales de tension entre les équipes scientifiques et les communautés locales. Cependant, l'animosité a progressivement cédé avec les travaux de sauvetage qui ont suivi le pillage, car les travaux archéologiques requéraient une main-d'œuvre importante pour stabiliser le terrain et consolider les structures partiellement détruites par les activités minières. Avant d'entreprendre de tels travaux, nous avons dû organiser des séances d'information auprès de la population, car il était important que les employés comprennent la nature des travaux à entreprendre pour restaurer la partie du site endommagé. Pendant plusieurs mois, les travaux archéologiques ont occupé une trentaine de personnes d'âges divers. Il était important de former une équipe spécialisée pour la suite des travaux plus délicats. Un groupe de jeunes lycéens a été formé pour stimuler et sensibiliser les futurs adultes, le but étant de leur apprendre la valeur des ressources patrimoniales et de créer un groupe de protection citoyenne pour le gisement.

Les efforts pour sensibiliser la population ont été effectués à plusieurs niveaux. Un programme d'éducation a été conçu pour les écoles et les

lycées de Palanda. Des conférences ont été régulièrement données dans les locaux éducatifs, complétées par des visites guidées du site et d'autres lieux patrimoniaux de la région. Ces opérations ont été menées en collaboration avec les instituteurs, et l'équipe d'archéologues a participé aux foires pédagogiques organisées tous les ans dans les établissements scolaires. Ces activités ne se sont pas limitées à la ville de Palanda, mais se sont déroulées dans toute la région du sud de la province de Zamora Chinchipe et même de l'autre côté de la frontière péruvienne. Les contacts réguliers avec les archéologues péruviens ont permis, dès juillet 2004, de proposer des programmes éducatifs conjoints dans certaines villes, telles que San Ignacio, Jaén et Bagua au Pérou. Tous les ans notre équipe a participé aux séminaires pédagogiques de l'espace binational Loja-Jaén. Ces activités ont permis de clarifier la nature du travail de l'équipe auprès de la communauté, soulignant l'importance du territoire et des racines culturelles communes aux deux pays. Ces actions ont abouti à l'instauration d'un certain respect autour des « ruines » et sur la place des sites patrimoniaux dans la communauté.

### **Une action pour préserver le site : la construction d'un centre d'interprétation**

Au fur et à mesure que les travaux avançaient, des vestiges se révélèrent sur toute la terrasse de la rivière, montrant la complexité de certaines structures architectoniques. Ces atouts ont éveillé l'intérêt de la communauté qui a commencé à se rendre régulièrement sur le site pour observer la progression des travaux. Parallèlement, la berge occidentale de la rivière Valladolid et les espaces verts qui l'entourent sont devenus des espaces de loisirs très populaires. Nous avons aménagé la partie basse de la terrasse fluviale pour que les visiteurs puissent se reposer et profiter d'un site balnéaire naturel, attirant ainsi la jeunesse. En peu de temps « les ruines et leur site balnéaire » sont devenus un des principaux lieux attractifs de la région de Palanda. La communauté visitait le gisement et pique-niquait autour du site. Notre proposition de création d'un parc archéo-écologique a été acceptée spontanément par la communauté, mais ni la mairie ni la préfecture provinciale n'ont suivi et les infrastructures nécessaires n'ont pas été installées. Néanmoins, le site a été mis en valeur aux yeux de la communauté qui appréciait les travaux d'aménagement entrepris.

En mars 2007, le site a subi les conséquences d'un phénomène naturel cyclique, une crue inhabituelle qui a inondé toute la partie basse du gisement, provoquant l'affaiblissement du sous-sol de la partie supérieure de la terrasse fluviale. Le niveau des eaux de la rivière a monté de plus de sept mètres ; la force et le poids des matériaux transportés par la crue ont détruit

le côté sud-est de la base de la terrasse, et les effondrements qui ont suivi ont déclenché des dégâts structuraux sérieux sur la plateforme orientale du site. En peu de temps, environ 800 m<sup>3</sup> de terre ont été emportés par l'eau et une bonne partie de la terrasse supérieure menaçait de s'écrouler. Des actions immédiates ont cependant réussi à éviter une catastrophe majeure.

Devant l'importance des dégâts, nous avons fait appel au gouvernement central pour déclencher un plan de secours immédiat. En 2008, le Président de l'Équateur, Rafael Correa, avait lancé un programme de sauvetage des patrimoines menacés<sup>3</sup>, qui a pu bénéficier au site de Palanda. En très peu de temps un programme de sauvetage a été mis en place par le Ministère du Patrimoine, comportant plusieurs actions de stabilisation et de renforcement des structures pour un coût de plus d'un million de dollars ; l'une de ces actions était la construction d'une structure architectonique pour couvrir et protéger la partie la plus fragile de site.

Le dessin de la structure protectrice a été fait par de jeunes architectes en concertation avec les archéologues, et a abouti à des formes modernes s'intégrant dans le paysage, sans antagonisme avec les structures archéologiques ainsi mises en valeur et protégées (photo 19). La structure en acier et en bois au toit en polycarbonate couvre une surface d'environ 400 m<sup>2</sup> ; elle est équipée d'une passerelle aérienne qui permet d'observer du haut la totalité de l'aire protégée, tout en permettant de travailler au sol sur les contextes archéologiques tout au long de l'année.

Les travaux de sauvetage se sont déroulés pendant près de six mois et les résultats ont été très positifs, car l'attitude de la communauté vis-à-vis de son patrimoine a changé radicalement. Par ailleurs, ces travaux ont permis aux archéologues de faire de nouvelles découvertes, comme trois tombes intactes dans la zone affectée par les dégâts, et de mieux comprendre l'organisation de la plateforme cérémonielle et son évolution dans le temps.

Le Ministère du Patrimoine a également fait aménager une route d'accès au site. De plus, en peu de temps la nouvelle d'un projet de création d'un parc archéo-écologique s'est répandue et les visites se sont considérablement développées. Il est ainsi apparu nécessaire d'aménager une infrastructure adéquate pour accueillir les visiteurs. L'équipe d'archéologues a rédigé des dépliants d'information destinés aux touristes, et parfois assuré des visites du site, mais assez vite il est devenu évident qu'il fallait former des guides locaux. Plusieurs groupes ont été préparés à cette tâche. Mais malgré les accords passés avec la mairie pour recruter les guides, rien ne s'est passé et les candidats à cette fonction se sont lassés.

---

3 Le « *Decreto ejecutivo N° 816 "Emergencia del Patrimonio Cultural"* » vise à protéger les biens meubles et immeubles du patrimoine culturel de la Nation.

Entre 2010 et 2013, près de 5700 personnes se sont rendues sur le site. Si l'on considère qu'il se trouve à 120 km de la grande ville la plus proche (Loja), et que la route d'accès n'est pas toujours facile, *Santa Ana-La Florida* est sans doute un des sites archéologiques les plus visités de l'Équateur.

En dépit de l'afflux de touristes, la municipalité de Palanda n'a pas réagi favorablement aux demandes d'un entretien régulier du site et d'un service de gardiennage permanent. La mairie, peu concernée par ce site, attendait que les archéologues ou le Ministère du Patrimoine s'occupent de ces « petits détails » jugés hors de son domaine. Cette position est en contradiction ouverte avec le mandat constitutionnel et la loi du COTAD<sup>4</sup> qui impose aux municipalités la protection et l'entretien des lieux patrimoniaux, et le problème n'est pas financier, car des budgets annuels sont prévus à cet effet. Les rappels à l'ordre de l'Institut National du Patrimoine Culturel n'ont pas servi à grand-chose, car la municipalité est autonome et hors contrainte juridique rien ne peut lui être imposé.

Dès septembre 2010, les archéologues ont commencé à aménager la partie intérieure de la structure de protection en centre d'accueil pour les jeunes visiteurs (écoliers et lycéens). La partie sud-est du site (la plus inclinée) fut transformée en amphithéâtre (avec une capacité de soixante personnes) pour des explications ou des conférences. Quatre rangées de gradins convergeant vers le mur de la structure y ont été aménagées. Cet espace permet aussi d'observer l'architecture interne de la plateforme et des lieux où les tombes ont été trouvées. L'espace se prête bien à des fins pédagogiques et sert d'aire de repos aux écoliers après la visite guidée du site (photo 20).

Sur la partie adjacente à la passerelle aérienne, huit grands panneaux détaillent les principales composantes du site, la plateforme, le temple et les espaces funéraires, et permettent une visite sans guide. À la fin du parcours, des dépliants sont en libre-service. La structure de protection s'est ainsi transformée en un centre d'interprétation moderne et vivant.

Entre 2011 et 2012, les archéologues et le bureau régional de l'INPC ont mis en place un système de signalisation sur le site et ils ont travaillé avec la mairie à la reconstruction des toilettes, abimés par le mauvais temps. Une petite publication (16 pages), comprenant des textes courts et des photos a été tirée à 3 000 exemplaires, vite épuisés.

---

<sup>4</sup> COTAD est la loi qui en Equateur régule les activités des gouvernements locaux. <http://www.derechoecuador.com>. Código Orgánico de Organización Territorial, Autonomía y Descentralización Registro Oficial No. 303 - Octubre de 2010.

### **Le projet d'un centre régional d'interprétation**

En novembre 2011, un muséologue du MNHN et une collègue chilienne du *Museo de la Educación de Santiago de Chile* se sont rendus à Palanda pour réfléchir à un projet de centre d'interprétation régional qui mettrait en valeur tous les aspects patrimoniaux de la haute Amazonie, à commencer par la richesse de son environnement : la forêt d'altitude et sa faune variée, la valeur des essences précieuses et les propriétés médicinales importantes des plantes. Un autre aspect devait être l'homme et ses divers modes d'adaptation au milieu forestier, à travers les différents groupes humains (autochtones et colons métis sans jugement subjectif) qui se sont succédé dans la région au fil du temps, avec différents aspects de leur culture matérielle et immatérielle. Un dernier thème devait concerner l'histoire ancienne de la région, via les trouvailles archéologiques de l'équipe.

Ces thématiques débordant l'histoire ancienne du peuplement de la région, le premier constat a été que le centre ne devait pas être localisé sur le site lui-même. La localisation idéale serait dans la ville de Palanda, où convergent les routes, les autocars, et les touristes et d'où les visiteurs pourraient être aiguillés vers les lieux d'intérêt naturels ou culturels de la région. Par ailleurs, la fonction de cet espace devait être multiple, avec une vocation de centre culturel régional : bibliothèque, salle collective, lieu de rencontres communales, etc. Dans un futur idéal, la mairie devrait développer des programmes culturels et de loisirs pour la jeunesse, ou pour des collectivités locales. Le centre pourrait aussi bénéficier de l'appui des groupes de producteurs agricoles (association des producteurs de café, des éleveurs, etc.) et devenir un lieu de promotion des produits locaux, avec une image « Palanda » qui pourrait devenir un label de qualité.

Le rapport sur ce projet (Girault 2010) a été proposé aux autorités municipales de Palanda, à l'Institut National du Patrimoine Culturel et au Ministère du Patrimoine, mais il n'a pas obtenu une réponse favorable de ces différentes institutions : le maire et son équipe n'ont pas voulu intervenir dans les actions menées par le gouvernement central ; le Ministère du Patrimoine a jugé que son intervention de sauvetage passée dans la province de Zamora Chinchipe était suffisante et le ministre de la Culture a trouvé excessive la « dépense de plus d'un million de dollars dans la forêt ». Bref, une fois achevée la sauvegarde initiale du patrimoine archéologique, un véritable match de ping-pong administratif s'est joué entre les différentes instances de l'État, sans résultat positif.

## Discussion et conclusion

La perception de la valeur des patrimoines est une thématique complexe car les intérêts des acteurs sociaux sont très variés et la réflexion sur le concept patrimonial dépend de l'éducation et de l'expérience de chacun. Très souvent il faut commencer par construire cette valeur, ce qui est un processus long, et comme on l'a vu dans le cas de Palanda, pas toujours accepté par tous ; le consensus sur une telle valeur n'est de plus pas acquis.

Cependant, il faut se rappeler que la recherche pour le développement doit impérativement prendre en compte l'étude et la sauvegarde des patrimoines matériels et immatériels, car l'identité et la mémoire des peuples sont des éléments de base pour que l'adoption des politiques socio-économiques soit cohérente avec les us et les traditions des populations. Le processus d'apprentissage est lent et requiert un suivi continu, avec des exemples concrets des bénéfices possibles sur le long terme. Le cas des patrimoines de Palanda est relativement classique.

La construction mentale des patrimoines commence donc par une prise de conscience des mécanismes de la fabrication de la culture. La vision extractiviste des populations de paysans est souvent myope sur les enjeux d'une surexploitation du milieu et de ses ressources. La surexploitation altère la production durable et finit par détruire les modes, les moyens et les instruments de production. Dans le cas de Palanda, les populations récentes, venues des hautes terres, sont très mal adaptées à leur environnement. Les colons, même installés depuis deux générations, n'ont pas toujours compris les mécanismes de la forêt dans le processus de la régénération des sols. La déforestation provoque l'érosion rapide des pâturages établis sur des terrains trop inclinés. Très souvent, la couverture végétale naturelle est défrichée pour introduire des grandes aires de monoculture du café. La notion de jardin agricole, très utile en Amazonie, est le plus souvent ignorée. La culture sur brûlis non contrôlée a des conséquences catastrophiques sur le long terme. La législation en cours interdit de telles pratiques, mais comme le contrôle est pratiquement inexistant dans des régions reculées, les normes n'ont aucune incidence sur le comportement quotidien. Les paysans ne voient que les (pseudo) bénéfices immédiats (facilité, production rapide mais limitée dans le temps, ouverture aux marchés externes).

Évidemment, ceci s'applique également à la protection du patrimoine culturel. L'Equateur est cosignataire de la Convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, mais son contenu est ignoré par les autorités sectorielles et par la plupart de la population. Cependant, la législation existe et est dotée d'un corpus très complet d'instruments légaux pour garantir l'intégrité des ressources patrimoniales. La loi dite du Patrimoine National spécifie les mesures de prévention et protection

du patrimoine matériel et immatériel, mais la législation reste lettre morte au moment de son application effective. La Constitution du pays (2008, Articles : 377, 378, 379 et 380)<sup>5</sup> a placé la protection et la gestion des patrimoines sous la tutelle directe des mairies, dites GADs (*Gobiernos Autonomos Descentralizados*). Au niveau national, le cadre juridique est aussi bien doté avec le *Código Orgánico de Organización Territorial, Autonomía y Descentralización (COOTAD)*<sup>6</sup>, auquel s'ajoutent des règlements très détaillés pour gérer et protéger les ressources patrimoniales, émis par des institutions comme le Ministère de la Culture et du Patrimoine ou le Ministère des Ressources Naturelles. L'Institut National du Patrimoine Culturel est spécifiquement chargé de la bonne gestion et de la sauvegarde du patrimoine, mais dans les faits, très peu de ses actions aboutissent à contrôler les mauvaises pratiques. Dans ces conditions, la tâche des archéologues commence par la conscientisation des autorités et des populations locales sur la valeur réelle et symbolique des patrimoines. Cependant, il est clair que les intérêts particuliers, et souvent politiques, entrent en conflit avec la législation. Si les bénéfices de la protection du patrimoine ne sont pas mesurables en termes économiques, la notion de valeur patrimoniale reste dans la sphère idéale. À Palanda, ces premiers conflits ont effectivement impliqué les autorités locales qui étaient censées appliquer la loi. Les fonctionnaires ne comprenaient pas l'intérêt de protéger du « pillage populaire » les sites archéologiques (lieux supposés d'importants dépôts aurifères), car un enrichissement rapide était à la portée des courageux qui se mettaient à chercher des trésors. Ils supposaient que les bénéfices de la ruée vers l'or pouvaient atteindre toute la communauté. Seule l'expérience de l'échec, après un mois de travaux sous la chaleur et la pluie, a convaincu la population locale qu'il n'y avait pas d'or dans le site, mais les conséquences de cette destruction sont à jamais irréversibles. La myopie des dirigeants politiques populistes les a poussés à laisser faire la population locale, au lieu de protéger le site archéologique qui était promu par des archéologues venus d'ailleurs. Malgré le fait que le statut du patrimoine archéologique fut officiellement reconnu dès 2005, cette attitude contraire à la législation nationale et internationale a persisté durant plusieurs années.

5 <http://www.asambleanacional.gov.ec> Constitución de la Republica del Ecuador.

6 Art. 144- *Ejercicio de la competencia de preservar, mantener y difundir el patrimonio cultural. Corresponde a los gobiernos autónomos descentralizados municipales, formular, aprobar, ejecutar y evaluar los planes, programas y proyectos destinados a la preservación, mantenimiento y difusión del patrimonio arquitectónico, cultural y natural, de su circunscripción y construir los espacios públicos para estos fines. Para el efecto, el patrimonio en referencia será considerado con todas sus expresiones tangibles e intangibles. La preservación abarcará el conjunto de acciones que permitan su conservación, defensa y protección; el mantenimiento garantizará su sostenimiento integral en el tiempo; y la difusión procurará la propagación permanente en la sociedad de los valores que representa.* <http://www.derechoecuador.com> Código Orgánico de Organización Territorial, Autonomía y Descentralización Registro Oficial No. 303 - Octubre 2010.



Toutefois, les mentalités ont commencé à changer lorsque les recherches et les fouilles ont commencé à mettre en évidence les importantes structures de pierre, cachées par la terre et la végétation. La participation directe d'une partie de la population locale aux travaux archéologiques a été décisive dans le processus d'adoption des vestiges par la communauté. La valeur du patrimoine a commencé à être appréciée davantage par le travail concret que les travaux ont impliqué, que par les bénéfices économiques. L'émotion de la découverte a généré un sentiment de propriété sur les vestiges. Peu à peu, une bonne partie des habitants de la région voisine ont commencé à sentir que les « ruines » leur appartenaient et qu'il fallait les protéger des pilliers éventuels. La mairie n'a pas partagé ces sentiments et a négligé pendant des années le gardiennage minimal du site. Cette attitude s'explique en partie par l'opposition que les fonctionnaires municipaux manifestaient au gouvernement central et à ses institutions (dont l'INPC), car la mairie était proche d'un des partis politiques d'opposition au président de la république. Presque douze ans ont passé avant que les élections populaires aient eu raison des opposants. Cet exemple montre que la valeur du patrimoine n'est pas toujours prioritaire dans le jeu des forces politiques.

Une autre explication vient du fait que dans la société nationale, culturellement métissée, l'importance accordée aux communautés indigènes est minimale. Malgré le progrès que l'éducation dite « nationaliste » a introduit dans toutes les sphères de la population, l'idée générale que les peuples autochtones sont arriérés et économiquement insignifiants est toujours très répandue. Pour les classes sociales élevées (même pour celles issues originellement des communautés indigènes), être amérindien équivaut à très peu de chose. Une attitude similaire concerne les vestiges ou l'histoire récente de ces peuples. Alors que certains objets précolombiens (orfèvrerie ou objets majeurs en céramique ou en pierre polie) sont très appréciés sur le marché international de l'art, les « choses des indiens » ne suscitent pas un intérêt majeur. C'est un peu l'histoire des parents pauvres qui sont toujours dans le besoin... pour cette raison les racines des peuples autochtones sont souvent ignorées, voire méprisées. C'est ainsi que les autorités locales ont du mal à comprendre pourquoi des étrangers (ou même des équatoriens venus d'ailleurs) ont un intérêt particulier à vouloir mettre en avant les vestiges des indigènes qui n'habitent plus ce territoire. Vers la voie du progrès on ne s'attarde pas à montrer ses misères ! L'étonnante passivité des fonctionnaires de la mairie face au projet de créer un centre d'interprétation des ressources patrimoniales de Palanda trouve dans ces circonstances toute sa logique. Ils estiment que l'intérêt des visiteurs du site est un phénomène passager, provoqué par la nouveauté, mais qui passera aussi vite qu'il est apparu quand les gens comprendront qu'il s'agit des *cosas de indios*.

Néanmoins, l'opinion de la communauté changea peu à peu quand le site a commencé à être visité et fréquenté par des gens venus « d'un

peu partout ». C'est le regard des étrangers qui a appris à la population locale à apprécier son patrimoine. Le nombre croissant des visiteurs qui venaient de loin laissa les autorités perplexes. Contrairement à toute expectative, l'intérêt ne diminua pas ; des écoles et lycées venaient des bourgades voisines, mais aussi des étudiants et des touristes des villes lointaines. L'infrastructure conséquente construite par le gouvernement central soulignait l'importance accordée au site par le Ministère du Patrimoine. Au sein même de la population émergea une demande pour la construction d'un musée, où les visiteurs pourraient admirer les objets issus des fouilles et avoir plus d'informations sur cette nouvelle culture amazonienne. Cependant la mairie n'a pas voulu s'investir dans un tel projet et la communauté de Palanda a ressenti une profonde frustration. Le centre d'interprétation mis en place par les archéologues est une vitrine régionale vivante qui attire toujours l'attention des curieux et dont la renommée s'étend, créant une conscience publique à plusieurs niveaux.

La construction d'un nouvel axe routier international facilite l'accès au site et des touristes des deux côtés de la frontière arrivent sans trop de difficulté. Le principal site de la culture Mayo Chinchipe est dorénavant le point de confluence historico-culturelle le plus significatif de la partie supérieure du bassin du Chinchipe. Les routes touristiques qui traversent cette partie de la haute Amazonie équatorienne et péruvienne ont commencé à matérialiser l'idée d'un ancien territoire culturel commun. Des tours organisés qui démarrent à Bagua ou Jaén (au Pérou, près du Marañón) parcourent les contrées du Chinchipe par le nouvel axe routier (# 4) qui connecte l'Amazonie (Tarapoto au Pérou) et l'océan Pacifique (Machala en Equateur). Sur la route, les sites patrimoniaux de deux pays sont visités, mettant l'accent sur le territoire des anciennes cultures communes à l'ensemble la région. Le cas de cette ancienne culture est toujours présenté comme l'exemple millénaire d'une intégration territoriale, dont les témoins sont les vestiges archéologiques similaires identifiés dans les deux pays. Malgré les conflits frontaliers qui ont troublé ces deux pays depuis bientôt 200 ans, le concept du territoire patrimonial est de nouveau en train de prendre racine comme axe de développement futur de la région (Saulieu 2014).

Un cas similaire est le cacao, devenu rapidement un patrimoine matériel et immatériel à Palanda. L'identification de la communauté avec ce fruit est naturelle, car le cacao était une des premières plantes natives à avoir été utilisée par les colons, tant sur le plan domestique que pour animer le commerce avec les hautes terres. L'intérêt général pour le cacao a favorisé la formation d'un mouvement pour la réintroduction de la culture du cacao dans la région frontalière. Le cacao du Chinchipe est déjà en train d'acquérir une certaine reconnaissance, qui se traduit forcément par une affirmation identitaire, voire territoriale (Valdez 2014).

Les conclusions de ce cas d'étude nous obligent à réfléchir sur la responsabilité de l'archéologue dans la construction des patrimoines matériels et immatériels de la communauté où il travaille. Il doit être conscient des enjeux sociaux, culturels et économiques que ceux-ci recouvrent, tout spécialement dans des régions en marge du développement. Malgré des difficultés récurrentes, il doit s'impliquer dans la construction populaire de l'histoire récente et ancienne, et dans la formation d'une mémoire collective qui est une source d'identité pour les populations actuelles.

### Références bibliographiques

- AGUIRRE VÁSCONEZ F., 1990, « Presentación », *In Napo Crónica de Viaje*, Cuadernos de Difusión Cultural 2, Quito : Banco Central del Ecuador, p. 9-22.
- ANDRADE MARÍN F., 1884, *Viaje a la región Oriental del Ecuador*, Quito : Fund. de Tip. M. Rivadeneira.
- CORMIER-SALEM M.-C., JUHÉ-BEAULATON D., BOUTRAIS J., ROUSSEL B. (eds), 2002, *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*, Paris : IRD, Colloques et Séminaires.
- CORMIER-SALEM M.-C., JUHÉ-BEAULATON D., BOUTRAIS J., ROUSSEL B. (eds), 2005, *Patrimoines naturels au Sud. Territoires, identités et stratégies locales*, Paris : IRD, Colloques et Séminaires.
- GALIPAUD J.-C., GUILLAUD D. (eds), 2014, *Une archéologie pour le développement*, Marseille : Editions la Discussion.
- GIRAULT Y., 2010, Réflexions sur la création d'un centre d'Interprétation du Patrimoine culturel, naturel et immatériel du canton Palanda, Province de Zamora Chinchipe. UMR 208 Paloc (IRD/MNHN), manuscrit.
- GUILLAUD D., 2014, « Territoires locaux et développement », *in* Galipaud J.-C. et Guillaud D. (eds.), *Une archéologie pour le développement*, Marseille : Editions la Discussion, p. 25-36.
- GUILLAUD D., GALIPAUD J.-C., 2014, « Archéologie et développement dans les pays du Sud : spécificités et ambitions », *in* Galipaud J.-C. et Guillaud D. (eds.), *Une archéologie pour le développement*, Marseille : Editions la Discussion, p. 13-22.
- LANAUD C., REY LOOR S., ZARRILLO S. et VALDEZ F., 2012, « Origen de la domesticación del cacao y su uso temprano en Ecuador », *Nuestro Patrimonio* 34, p. 12-14.
- MEGGERS J. B., 1954, « Environmental Limitation on the Development of Culture », *American Anthropologist* 56, p. 801-824.

- MEGGERS J. B., 1971, *Amazonia : Man and Culture in a Counterfeit Paradise*, Chicago : Aldine-Atherton Inc.
- MONCAYO ANDRADE A., 1908, *Problemas del Oriente Ecuatoriano*, Quito : Imp. El Tiempo.
- OLIVER J., 2008, « The Archaeology of Agriculture in Ancient Amazonia », in W.H. Isbell et H. Silverman (eds.), *Handbook of South American Archaeology*, Springer, p. 185-216.
- SAULIEU (de) G., 2014, « Le territoire, passeur de Sens », in Galipaud J.-C. et Guillaud D. (eds.), *Une archéologie pour le développement*, Marseille : Editions la Discussion, p. 37-45.
- VALDEZ F., 2007, « Mayo Chinchipe, la porte entrouverte », in Klein D., Cruz I. (eds.), *Equateur. L'Art Secret de l'Equateur précolombien*, Milano : Casa del Alabado, 5 Continents, p. 321-339.
- VALDEZ F., 2008, « Inter-Zonal Relationships in Ecuador », in Silverman H., Isbell W. (eds.), *Handbook of South American Archaeology*, Chicago : Kluwer Academic Publishers, p. 865-887.
- VALDEZ F., 2013, *Primeras Sociedades de la Alta Amazonía. La Cultura Mayo Chinchipe-Marañón*. Quito : INPC-IRD, Ministerio de Cultura y Patrimonio, Institut Français.
- VALDEZ F., 2014, « Ressources anciennes et enjeux contemporains : l'origine du cacao et le développement économique de la haute Amazonie », in Galipaud J.-C., Guillaud D. (eds.), *Une archéologie pour le développement*, Marseille : Editions la Discussion, p. 119-130.
- VALDEZ F., GUFFROY J., SAULIEU (de) G., HURTADO J., YEPEZ A., 2005, « Découverte d'un site cérémoniel formatif sur le versant oriental des Andes », *Comptes Rendus de l'Académie des Sciences de l'Institut de France, Palevol* 4, p. 369-374.
- ZARRILLO S., 2012, *Human Adaptation, Food Production, and Cultural Interaction during the Formative Period in Highland Ecuador*, Alberta : Thèse doctorale présentée à l'University of Calgary.

Valdez Francisco (2016)

Les patrimoines en construction, le cas de Palanda :  
processus et conflits autour du projet de valorisation  
du site archéologique de Santa Ana, Equateur

In : Guillaud Dominique (ed.), Juhé-Beaulaton D. (ed.),  
Cormier-Salem Marie-Christine (ed.), Girault Y. (ed.).  
*Ambivalences patrimoniales au Sud : mises en scène et  
jeux d'acteurs*

Paris : IRD ; Karthala, p. 139-158

ISBN 978-2-8111-1692-7